

**VILLE DE BILLY-MONTIGNY**

Envoyé en préfecture le 11/04/2025

Reçu en préfecture le 11/04/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20250409-DEL25\_38-DE

SLO

***L'an deux mille vingt-cinq, le 09 AVRIL à 18 Heures 00, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de M. Bruno TRONI, Maire, suite à la convocation en date du 03 AVRIL 2025, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.***

**Arrondissement de Lens**

**Etaient présents :**

MM. B. TRONI, P. CANIVEZ, P. PECQUEUR, M. MONNIER, Adjoints au maire  
Mmes F. BRIKI, M. BREBION, Adjointes au Maire  
Mmes T. VERLEYEN, A. MOPTY, J. BIESZCZAD-DIANE, T. MOREAU, M. C DELAMBRE, M. WATERLOT, Conseillères Municipales  
MM. Y. GAUER, A. MILLIEN, M. EECKMAN, R. KRZYZANIAK, R. DEWASMES, M. J. ROLLAND, W. GREBAUT, Conseillers Municipaux

**Excusés :**

Mmes N. MEGUEULLE, (pvr à M. MONNIER), L. AVIT (pvr à A. MOPTY), L. VERIN (pvr à P. CANIVEZ), A. FOULON (pvr à A. MILLIEN), M. M. BAUDERLIQUE (pvr à Mme J. BIESZCZAD-DIANE), Conseillers municipaux.

**Absents :** MM J.L. CAILLUYERE, Mme A. SENECHAL, Mme F. ORMAN, L. LOOR, M. LALOUETTE, Conseillers Municipaux

**Secrétaire de Séance :** Mme M.C. DELAMBRE

**DEL 25-38 : Délibération relative à l'indemnisation des congés annuels non pris en cas de cessation définitive d'activité**

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux, notamment l'article 5,

Vu la directive 2003/88/CU du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail,

M. Bruno TRONI, Maire de la commune de Billy-Montigny, expose qu'en principe le statut de fonction territoriale ne permet pas, pour des congés non pris, de verser une indemnité compensatrice.

Néanmoins, la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne et le juge administratif français affirment que lors d'une cessation de la relation de travail (*retraite pour invalidité, décès, mutation...*) ; les congés annuels non pris en raison d'arrêts pour maladie, doivent désormais être indemnisés.

Ainsi, les congés non pris avant la fin de la relation de travail du fait de la maladie doivent faire l'objet d'une indemnisation (*Cour administration d'appel de Bordeaux 13 juillet 2017 n°14BX03684*), dans les limites suivantes :

- l'indemnisation maximale est fixée à 20 jours maximum par année civile pour 5 jours de travail par semaine, L'indemnisation se fait selon une période de report limitée à 15 mois après le terme de l'année en cours de laquelle les congés ont été générés

L'indemnisation doit être calculée en référence à la rémunération que l'agent aurait normalement perçue s'il avait réellement bénéficié de ses congés annuels.

Les agents qui n'ont pas pu prendre tous leurs congés avant la cessation de r  
indépendants de leur volonté et tirés de l'intérêt du service, ont également dr  
(Cour administrative de Marseille, 6 juin 2017, n°15MA02573).

Envoyé en préfecture le 11/04/2025

Reçu en préfecture le 11/04/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20250409-DEL25\_38-DE

Enfin, le juge européen reconnaît, pour les congés annuels non pris en raison du décès de l'agent, une indemnisation en faveur de ses ayant droit (Cour de justice de l'Union européenne, 6 novembre 2018, affaires jointes C 569/169 et C 570/16).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, A L'UNANIMITE, décide d'autoriser l'indemnisation des congés annuels non pris lors de la cessation de la relation de travail en raison de la maladie, de motifs tirés de l'intérêt du service ou du décès de l'agent.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-Préfecture le :

Et publication ou notification du : 11 AVR. 2025

A BILLY-MONTIGNY, le 11 AVR. 2025

Le Maire,

B. TRONI



Signé électroniquement par : Bruno TRONI  
Date de signature : 11/04/2025  
Qualité : Maire de la ville de BILLY MONTIGNY